



Agir contre le VIH pour réaliser les cibles et les objectifs de la planification familiale mondiale

Contexte

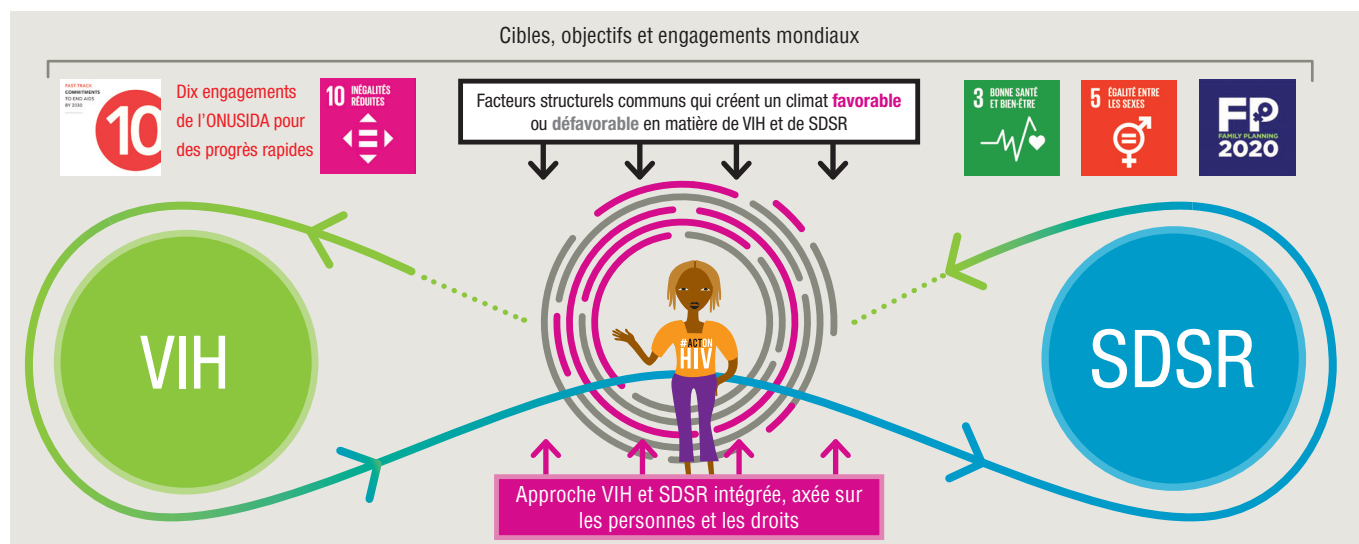
Les adolescentes, les jeunes femmes, les femmes vivant avec le VIH et les femmes issues des populations les plus touchées par le VIH (notamment les professionnelles du sexe, les consommatrices de drogues, les femmes victimes de violences exercées par un partenaire intime, ainsi que les autres femmes en situation de vulnérabilité) sont confrontées à de multiples obstacles qui entravent leur santé et leurs droits en matière de sexualité et de reproduction (SDSR) ainsi que leur accès à des services de SDSR complets. Le rapport *Accelerate progress – sexual and reproductive health and rights for all*, publié en 2018 par la Guttmacher-Lancet Commission on SRHR (commission sur la santé et les droits sexuels et reproductifs du Guttmacher Institute et du journal *The Lancet*), demande que les femmes, dans toute leur diversité, aient accès à des informations et des services en matière de SDSR abordables, quel que soit leur âge, leur statut marital, leur statut socioéconomique, leur appartenance raciale ou ethnique, leur orientation sexuelle ou leur identité sexuelle.

En Afrique subsaharienne, les adolescentes et les jeunes femmes ont un risque d'infection au VIH huit fois plus élevé que les adolescents et les jeunes hommes. Par ailleurs, une grande partie des besoins des adolescentes en matière de planification familiale ne sont pas couverts : 38 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans susceptibles de devenir enceintes ne désirent pas avoir un enfant au cours des deux prochaines années, mais seules 40 % d'entre elles ont recours à des méthodes de contraception modernes¹.

Environ 21 millions de jeunes filles de cette classe d'âge vivant dans des pays en développement deviennent enceintes chaque année ; près de la moitié (49 %) de ces grossesses ne sont pas désirées, et plus de cinq millions de ces dernières sont interrompues.

Les adolescentes et les jeunes femmes risquent leur santé et leur vie pour accéder à des services d'avortement, souvent clandestins et rarement sécurisés. L'Organisation mondiale de la Santé a récemment identifié les complications liées aux grossesses comme l'une des cinq principales causes de décès des adolescentes dans le monde.

Le faible taux de prévalence de la contraception chez les jeunes filles et les femmes a les mêmes origines que la vulnérabilité à l'infection par le VIH et la transmission ultérieure (de même que d'autres problèmes de santé sexuelle et reproductive et de violation des droits qui s'y rapportent). Ces causes comprennent notamment : la violence de la part d'un partenaire intime et la prise de décisions limitée en matière de sexualité ; le caractère forcé ou contraint du premier rapport sexuel ; la pauvreté ; l'accès restreint à l'éducation à la sexualité ; les normes sexospécifiques préjudiciables ; les tabous culturels déterminant qui doit ou ne doit pas être actif sexuellement. La stigmatisation et la discrimination, qu'elles soient liées à l'âge, au sexe, à la sexualité, à l'identité sexuelle ou au statut sérologique, rendent également les individus plus vulnérables à l'infection par le VIH, plus susceptibles de



transmission ultérieure, et constituent un frein considérable à la réalisation des droits inhérents à la SDRS. En outre, l'environnement juridique peut empêcher les femmes d'accéder aux services et de faire valoir leurs droits, par la criminalisation du commerce du sexe, de la consommation de drogues, des rapports sexuels entre personnes de même sexe et de la transmission du VIH, mais aussi par l'existence d'obstacles juridiques (limites d'âge notamment) à l'accès à un programme complet d'éducation à la sexualité et aux services de planification familiale ou encore d'avortement sécurisé.

Il est donc urgent de mettre en place une approche intégrée, centrée sur les personnes et axée sur les droits, pour des services de SDRS exhaustifs, notamment des services d'information, de planification familiale, et de prise en charge du VIH. Une telle approche permettrait en effet d'éliminer ces obstacles et d'avancer vers la réalisation des objectifs ambitieux de Family Planning 2020 (Planification familiale 2020) et des objectifs de développement durable 3 (bonne santé et bien-être), 5 (égalité entre les sexes) et 10 (inégalités réduites), entre autres.

Intégration du VIH : définition et description

L'intégration du VIH reste un point de départ crucial pour progresser en vue de la réalisation d'un grand nombre de cibles et d'objectifs en matière de planification familiale et de SDRS. Voici ses caractéristiques, d'après notre expérience :

1. Elle met des informations, des produits et des services à la disposition des populations difficiles à atteindre, notamment les adolescentes, les jeunes femmes, les femmes vivant avec le VIH et les femmes les plus touchées par le VIH, telles que les professionnelles du sexe et les consommatrices de drogues. Les jeunes filles et les femmes issues de ces populations risquent en effet d'être exclues des approches « généralistes » visant à accroître l'accès à des services de planification familiale. Nous avons constaté, grâce à notre expérience, que les services de prise en charge du VIH peuvent constituer un point d'accès à une large gamme d'informations, de formations et de services, notamment les services de santé reproductive. Selon le rapport de la Guttmacher-Lancet Commission on SRHR, dans les services liés au VIH intégrant des services de planification familiale, on

constate « une augmentation de l'utilisation de moyens de contraception et une diminution du taux de grossesses chez les femmes vivant avec le VIH par rapport aux programmes qui offrent ces services séparément ». Diverses stratégies de mobilisation par les pairs au niveau communautaire, telles que la création de clubs de jeunes, de groupes de soutien, d'espaces en ligne, le recours au théâtre et à la musique, ainsi que d'autres stratégies de sensibilisation par les pairs dans des contextes sociaux ou domestiques, aident à toucher les populations marginalisées. Ces stratégies menées par les pairs renforcent la confiance entre les communautés et les prestataires de services, et encouragent l'adoption d'une approche axée sur les personnes, qui correspond au vécu, aux besoins et aux priorités des individus dans toute leur diversité. Elles facilitent également la communication d'informations et la prestation de formations et de services globaux, exhaustifs et sur mesure en matière de SDRS, répondant à différents aspects du continuum de prise en charge du VIH.

2. Elle protège les droits et contribue à la création d'un environnement favorable au moyen de structures formelles et informelles. L'épidémie de VIH a provoqué une crise de santé publique exigeant une réponse immédiate. Cette crise est toujours d'actualité parmi les adolescents et les jeunes gens, en particulier dans les pays où ils constituent la majorité de la population : en effet, dans ces pays, les taux de décès d'adolescents à cause du VIH continuent de croître, et les taux de nouvelles infections d'adolescentes et de jeunes femmes par le VIH atteignent toujours des niveaux inacceptables, et ce, de façon endémique. Dans ce contexte, parler du VIH permet de briser le silence qui entoure certains sujets tabous, tels que la sexualité des jeunes, les relations sexuelles tarifées et le commerce du sexe, la consommation de drogues et d'alcool, l'orientation sexuelle ou encore la violence sexiste. Ces discussions peuvent avoir lieu dans un contexte formel, par exemple grâce à l'introduction de nouvelles politiques en faveur de certains droits et de l'accès aux services, mais aussi dans un contexte informel, notamment au niveau des normes et des pratiques communautaires, par exemple en encourageant les parents à parler de la sexualité à leurs enfants.

1. L'accès des jeunes aux services de planification familiale

Entre 2013 et 2016, le projet Link Up, mis en œuvre par une coalition de partenaires dirigée par l'Alliance, a permis des améliorations en matière de SDRS pour près de 940 000 jeunes gens âgés de 10 à 24 ans, vivant avec le VIH et particulièrement touchés par le virus, au Bangladesh, au Burundi, en Éthiopie, au Myanmar et en Ouganda.

D'après les données du projet, les services de planification familiale comptaient parmi les services les plus populaires du programme : près d'un tiers des bénéficiaires de Link Up y ont eu recours. Les trois principales combinaisons de services relatifs au VIH et de services de SDRS étaient les suivantes :

1. services de conseil pour une sexualité plus sûre, de conseil de base en matière de VIH et de santé sexuelle et reproductive, et services de planification
2. services de conseil et de dépistage volontaire et services de planification familiale ;

3. services de conseil pour une sexualité plus sûre, de conseil de base en matière de VIH et de santé sexuelle et reproductive, et de conseil concernant l'égalité entre les sexes et la sexualité.

Au total, près de 400 000 jeunes gens ont eu accès à ces services, par le biais de divers mécanismes à l'échelle des communautés ou des installations. Ces mécanismes comprenaient notamment des caravanes mobiles, des *taxis-pétroleuses*, des établissements de santé publics, des centres de jeunes, des organisations communautaires, des journées de sensibilisation – à destination des communautés – organisées en collaboration avec des établissements de santé, ainsi que les cliniques de l'organisation Marie Stopes International et les établissements de sa franchise BlueStar. Au total, 248 107 jeunes gens, soit 26 % des bénéficiaires, ont eu recours à la fois à des services de planification familiale et à des services liés au VIH, dont 84 806 jeunes âgés de 10 à 19 ans.

Pour davantage d'informations au sujet du projet Link Up, veuillez consulter : www.aidsalliance.org/our-impact/link-up.

2. La défense des droits dans le cadre de la lutte contre le VIH

En collaboration avec Aidsfonds, l'Alliance met en œuvre le Partenariat pour inspirer, transformer et connecter la réponse au VIH (PITCH). Ce projet vise à renforcer la capacité des organisations de la société civile, notamment des réseaux de personnes vivant avec le VIH et de populations clés, à défendre les droits de ces personnes, y compris en matière de SDRS.

La Coalition des jeunes d'Ouganda sur la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction et le VIH/SIDA (CYSRA-Ouganda), ancien partenaire du projet Link Up, est également partenaire du PITCH. La CYSRA donne aux adolescentes et aux jeunes femmes la capacité de faire connaître leurs besoins et de faire valoir leurs droits en matière de VIH et de SDRS par le biais du Busia Network of Adolescent and Young Mothers (réseau de mères adolescentes et de jeunes mères de Busia).

Parmi les problèmes courants auxquels sont confrontées les adolescentes et les jeunes femmes qui deviennent mères, figurent les obstacles à la reprise de la scolarité, la difficulté de procurer une alimentation nutritive à leurs enfants et la nécessité de devenir autonomes sur le plan économique ou de gagner des revenus. Le réseau leur permet également de bénéficier du soutien de pairs, ce qui contribue à la stabilité émotionnelle des jeunes mères, entraînant de leur part un comportement plus positif en matière de santé pour elles-mêmes et leurs enfants ainsi qu'une demande accrue de services de santé sexuelle et reproductive.

L'Alliance soutient les efforts de la CYSRA pour faire entendre la voix, le point de vue et les priorités de ces adolescentes et de ces jeunes femmes auprès des décideurs à tous les niveaux, c'est-à-dire à leurs parents ou tuteurs, à leurs professeurs, aux chefs de communauté, ainsi qu'aux responsables politiques locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

Pour davantage d'informations au sujet du PITCH, veuillez consulter : <http://www.aidsalliance.org/pitch>.



3. Elle renforce les initiatives et le leadership par, pour et avec les populations les plus touchées. L'engagement significatif des populations les plus touchées est reconnu comme un facteur essentiel pour l'accomplissement du programme autour de l'éradication du SIDA. Il nécessite de renforcer le leadership des femmes, des jeunes filles et des jeunes, de soutenir et d'autonomiser les organisations et les réseaux de professionnels du sexe et de personnes LGBT, et de participer aux initiatives en faveur de la réduction des risques. Les partenariats et les investissements en lien avec des réseaux et des organisations communautaires, notamment des réseaux de jeunes, de personnes vivant avec le VIH ou de populations clés, ont permis la mise en place d'un socle solide d'initiatives liées au VIH. À partir de celui-ci, il est possible d'initier et de développer des activités transversales de renforcement, d'échange et de collaboration concernant un ensemble de questions prioritaires, telles que la défense d'un programme SDRS complet pour tous.

3. Le mouvement READY

L'Alliance, en partenariat avec des réseaux de jeunes ainsi que des organisations liées aux questions SDRS et VIH concernant les jeunes, est à la tête d'un nouveau mouvement mondial très prometteur : le mouvement READY (Resilient, Empowered ADolescent and Young people, « adolescents et jeunes gens résilients et autonomes »). Pourquoi « READY » ? Le mouvement READY galvanise et dynamise les organisations dirigées par les jeunes ou servant les jeunes et qui travaillent pour et avec les adolescents et les jeunes gens vivant avec le VIH ou touchés par le virus ainsi que ceux issus des populations clés ou de groupes marginalisés, dans toute leur diversité. Il s'agit d'aider les publics concernés à être résilients, informés et autonomes pour qu'ils puissent influencer sur les décisions qui affectent leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs. Le mouvement appelle à intégrer les adolescents et les jeunes gens, dans toute leur diversité, au cœur de l'élaboration, de la prestation et du suivi de toutes les interventions.

Les adolescents et les jeunes gens sont confrontés à des défis complexes en matière de relations, de santé mentale, de traitement du VIH, de choix concernant la contraception et la planification familiale, et de stigmatisation. Les jeunes gens restent vulnérables au VIH pour diverses raisons, notamment un faible accès à l'information et aux services, des normes sexospécifiques préjudiciables, ou encore l'exclusion sociale. En collaboration avec le Réseau mondial de jeunes vivant avec le VIH (Y+), le mouvement READY continuera à susciter à la fois l'énergie et la volonté de faire preuve de solidarité en répondant aux besoins spécifiques et globaux des jeunes.

Pour davantage d'informations, veuillez consulter www.aidsalliance.org/ready.

Intégration du VIH : un moyen de renforcer la couverture et l'utilisation des services de planification familiale

La mise en place d'une approche intégrée permet :

- de renforcer l'action auprès des jeunes filles et des femmes afin de les aider à faire de meilleurs choix en matière de santé sexuelle et reproductive et à exercer leurs droits, notamment grâce à l'adoption et à l'utilisation d'une gamme complète de services de planification familiale, libres de toute stigmatisation, discrimination, coercition ou violence ;
- d'éliminer, au niveau communautaire, les obstacles à l'accès à des informations, des installations et des services complets en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR), pour que les jeunes filles et les femmes puissent maîtriser leur corps et leur destin, et réaliser tout leur potentiel – ce qui comprend l'exercice de leur droit à vivre libres du VIH, ou à vivre de façon saine et épanouissante malgré une infection au VIH, aussi bien que la revendication de l'ensemble des droits relatifs à la reproduction établis par la Conférence internationale sur la population et le développement ;
- de tenir compte du faible recours par les adolescents et les jeunes hommes aux services liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs – tels que la prévention, le dépistage, le traitement ou la prise en charge du VIH, la planification familiale ou encore les services relatifs à la fertilité –, et d'encourager leur participation ;
- de garantir une attitude bienveillante de la part des prestataires de services de santé, mais aussi d'améliorer la qualité de ces services, afin que les adolescentes et les femmes, dans toute leur diversité, aient accès à des services de planification familiale de qualité, ne portant aucun jugement, dans le cadre d'une gamme de services de SDSR exhaustive répondant à leurs besoins spécifiques – services qui devront être accessibles, sur une base équitable, aux personnes vivant avec le VIH et particulièrement touchées par le virus ;
- de promouvoir l'investissement dans des mouvements collaboratifs qui tiennent les autorités comptables du respect, de la protection et de la réalisation des droits inhérents à la SDSR pour les jeunes filles et les femmes les plus touchées par le VIH, grâce à la mise en œuvre de politiques et de lois justes et équitables – y compris les lois fixant l'âge de consentement pour accéder aux services sans être accompagnée – et à l'allocation équitable des ressources.

Appel à l'action

Nous appelons les gouvernements, les donateurs, le secteur privé et les organisations de la société civile à :

- évaluer les progrès annuels, en collaboration avec les citoyens, afin de garantir la réalisation des objectifs, cibles et engagements mondiaux ;
- veiller à répondre aux besoins des jeunes filles et des femmes dans toute leur diversité par la mise en place de services intégrés, ouverts à tous, de prise en charge du VIH et de planification familiale ;
- investir dans des organisations et des réseaux communautaires, pour :
 - promouvoir la mobilisation communautaire ainsi que les stratégies de leadership et de mentorat par les pairs
 - créer des espaces sûrs, stimuler la demande de services et fournir des services lorsque la couverture n'est pas suffisante
 - travailler avec les garçons et les hommes afin de lutter contre les normes et pratiques sexistes préjudiciables et de prévenir les violences sexuelles et sexistes
 - promouvoir les passerelles avec les systèmes de soins
- soutenir les agents de santé communautaires dans leurs efforts de sensibilisation au sujet du VIH, d'autres infections sexuellement transmissibles et de la planification familiale, pour que les populations reçoivent des informations exhaustives ;
- former et sensibiliser les agents de santé à la prestation de services intégrés en matière de VIH et de planification familiale, de manière adaptée et bienveillante, en vue de maximiser l'utilisation de ces services ;
- assurer une coordination et une collaboration régulières entre les équipes de lutte contre le VIH et celles de planification familiale au sein des ministères de la Santé, de l'Égalité entre les sexes, de l'Éducation et des Finances ;
- élaborer et mettre en œuvre un programme complet d'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires et les lieux d'information, en veillant à faire participer les communautés à sa conception ;
- examiner l'âge de consentement pour le dépistage du VIH et l'accès aux services de contraception, les lois relatives aux avortements sécurisés et aux soins après un avortement, ainsi que les lois pénalisant le commerce du sexe, les relations sexuelles entre personnes du même sexe, la consommation de drogues ou la transmission du VIH, afin de garantir l'accès à ces services à toutes les jeunes filles et femmes qui en auraient besoin pour rester en bonne santé.

Note de bas de page (p. 1) : Guttmacher Institute, *Vue d'ensemble : Coûts et avantages de répondre aux besoins de contraception des adolescentes dans les régions en développement*, octobre 2016.

Photographie page 3 : Démonstration de l'utilisation des préservatifs animée par Daphine, pair-éducatrice, formée par le projet Link Up, à Kampala (Ouganda) © International HIV/AIDS Alliance

© International HIV/AIDS Alliance, novembre 2018. Les informations contenues dans la présente publication peuvent être librement reproduites, publiées ou autrement utilisées à des fins non lucratives sans l'autorisation de l'International HIV/AIDS Alliance. Toutefois, l'International HIV/AIDS Alliance demande à être citée comme étant la source de l'information.

International HIV/AIDS Alliance
91–101 Davigdor Road
Hove, East Sussex
BN3 1RE
Royaume-Uni

Tél. : +44 1273 718 900
Fax : +44 1273 718 901
Courriel : mail@idsalliance.org
Association agréée n° 1038860
www.aidsalliance.org